



Consultation publique de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse

Observations sur l'application par l'Arcep de l'article 22 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques modifiée

Contribution du SPQN et de l'APIG

2 décembre 2019

Les éditeurs du SPQN membres de l'APIG sont distribués exclusivement par Presstalis. Le concurrent de cette messagerie, les MLP, ne distribuent que des magazines et ne peuvent pas respecter le cahier des charges de la distribution de la presse quotidienne en France. De ce fait, les éditeurs de quotidiens nationaux considèrent que la pérennité de Presstalis est essentielle pour leur survie.

Par ailleurs, ils jugent que cette messagerie est également essentielle au bon fonctionnement de la distribution de la presse magazine, en raison de son poids dans la filière. Compte tenu de l'interdépendance de tous les acteurs du système de distribution, la disparition de la messagerie n'est pas une option envisageable car elle emporterait des conséquences dramatiques pour l'ensemble des éditeurs (et en particulier les plus petits) et le réseau de distribution constitué pour l'essentiel de petits commerçants.

La mesure exceptionnelle envisagée et soumise à la consultation lancée par l'ARCEP de gel des transferts entre messageries pendant six mois est structurante pour assurer la pérennité de la distribution de la presse IPG, qui est une des compétences centrales de l'ARCEP.

Pour faire face à des volumes en baisse, les messageries se livrent à une guerre des prix permanentes en consentant des remises non justifiées : la pratique des appels d'offres et des préavis donnés « à titre conservatoire » créent un climat de déstabilisation des portefeuilles d'activité et notamment de celui de Presstalis. A de nombreuses reprises par le passé, notre coopérative a alerté le CSMP et mis en garde contre les « remises groupe », contre le non-respect des barèmes et tous les autres dispositifs déstabilisateurs.

Les éditeurs du SPQN membres de l'APIG remercient l'ARCEP pour sa prompte réaction en décidant de mettre en œuvre l'article 22 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques.

Le SPQN et l'APIG considèrent que cette mesure permettra à l'ensemble du système de distribution de retrouver une stabilité par le gel provisoire des transferts de titres entre les messageries.

La stabilité des portefeuilles est en effet une des conditions requises pour permettre de définir et de mettre en œuvre efficacement le plan de restructuration des messageries, notamment son volet financier. A cet égard, la présentation de leurs prestations et niveaux de services envisagés du point de vue logistique et financier d'ici le 18 avril 2020 constituera une étape déterminante.

Le gel des préavis pendant six mois est donc une réponse appropriée qui doit s'appliquer tant aux préavis en cours que ceux qui seraient éventuellement notifiés après la décision de l'ARCEP.

En conclusion, le secteur coopératif de la distribution de la presse ne peut sortir de la situation de crise auquel il fait face qu'au prix d'un très important effort de restructuration. L'adoption de la réforme de la loi Bichet et la nouvelle régulation de l'ARCEP devraient profondément contribuer à son sauvetage et sa modernisation.



Marc FEUILLEE

Président du SPQN
Vice-Président de l'APIG

Jean-Michel BAYLET



Président de l'APIG